

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE FRANÇAISE ET MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE NÉERLANDAISE

16 JUILLET 1973

Loi garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (1)

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Du champ d'application*

Article 1er. En application des articles 6bis et 59bis, § 7, de la Constitution, les décrets pris par chacun des Conseils culturels ne peuvent contenir aucune discrimination pour des raisons idéologiques et philosophiques ni porter atteinte aux droits et libertés des minorités idéologiques et philosophiques.

Art. 2. Sont soumises aux dispositions de la présente loi, toutes mesures prises par les autorités publiques dans les matières culturelles visées à l'article 2 de la loi du 21 juillet 1971 relative à la compétence et au fonctionnement des conseils culturels ainsi que dans le domaine de la coopération internationale telle qu'elle est prévue à l'article 59bis, § 2, 3°, de la Constitution.

Lesdites matières culturelles ne comprennent pas les mesures qui relèvent essentiellement du droit pénal, du droit social, du droit fiscal et de la réglementation économique.

Il faut entendre par autorités publiques notamment : le pouvoir exécutif, les autorités provinciales, les associations interprovinciales, les autorités communales, les autorités des agglomérations et des fédérations de communes, les associations intercommunales, les commissions culturelles française et néerlandaise de l'agglomération bruxelloise et les établissements publics relevant de ces autorités.

CHAPITRE II. — *Des principes généraux relatifs à la participation à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique culturelle*

Art. 3. § 1. Les autorités publiques doivent associer les utilisateurs et toutes les tendances idéologiques et philosophiques à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique culturelle, selon les modalités prévues par la présente loi, et pour autant qu'ils acceptent les principes et les règles de la démocratie et s'y conforment.

§ 2. La notion de tendance idéologique est fondée sur une conception de la vie ou de l'organisation de la société.

La représentation des tendances est fondée sur leur présence au sein de l'assemblée représentative de l'autorité publique correspondante.

§ 3. La représentation des utilisateurs est fondée sur l'existence d'organisations représentatives agréées dans le ressort géographique et la compétence des autorités publiques ou de l'organisme culturel.

Les critères en matière de reconnaissance d'organisations représentatives ne peuvent être établis que par une loi ou par un décret, selon le cas.

Le caractère représentatif est fonction d'un ensemble de critères; une reconnaissance ne peut être refusée sur base d'un seul de ces critères, et notamment pas sur base du nombre de membres ou d'adhérents.

§ 4. Pour l'application de la présente loi, aucune personne, aucune organisation, aucune institution ne peut être considérée sans son accord comme appartenant à une tendance idéologique ou philosophique déterminée.

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN NEDERLANDSE CULTUUR EN MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN FRANSE CULTUUR

13 JULI 1973. — Wet waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Werkingsfeer*

Artikel 1. Ter uitvoering van de artikelen 6bis en 59bis, § 7, van de Grondwet mogen de decreten van ieder der Cultuurraden geen enkele discriminatie om ideologische en filosofische redenen bevatten, noch afbreuk doen aan de rechten en vrijheden van de ideologische en filosofische minderheden.

Art. 2. De bepalingen van deze wet zijn toepasselijk op alle overheidsmaatregelen genomen inzake de culturele aangelegenheden als bedoeld in artikel 2 van de wet van 21 juli 1971 betreffende de bevoegdheid en de werking van de Cultuurraden evenals inzake de internationale samenwerking zoals bepaald in § 2, 3°, van artikel 59bis van de Grondwet.

Deze culturele aangelegenheden omvatten niet die maatregelen welke wezenlijk behoren tot het strafrecht, het sociaal recht, het belastingrecht en de economische reglementering.

Onder overheid dienen onder meer te worden verstaan de uitvoerende macht, de provincieoverheden, de interprovinciale verenigingen, de gemeenteoverheden, de overheden van de agglomeraties en federaties van gemeenten, de intercommunale verenigingen, de Nederlandstalige en Franstalige commissies voor de cultuur van de Brusselse agglomeratie en de openbare instellingen die onder deze overheden ressorteren.

HOOFDSTUK II. — *Algemene beginselen betreffende de deelneming aan de voorbereiding en de uitvoering van het cultuurbeleid*

Art. 3. § 1. De overheidsinstanties moeten de gebruikers en alle ideologische en filosofische strekkingen betrekken bij de voorbereiding en de uitvoering van het cultuurbeleid, overeenkomstig de modaliteiten van deze wet en op voorwaarde dat zij de principes en de regels van de democratie aanvaarden en naleven.

§ 2. Het begrip filosofische en ideologische strekking steunt op een levensbeschouwelijke opvatting of op een maatschappijvisie.

De vertegenwoordiging van de strekkingen steunt op hun aanwezigheid in de vertegenwoordigende vergadering van de overeenstemmende overheid.

§ 3. De vertegenwoordiging van de gebruikers steunt op het bestaan van erkende representatieve verenigingen binnen het territoriaal gebied en binnen de bevoegdheid van de overheid of van de culturele instelling.

De regels inzake erkenning van de representatieve verenigingen kunnen, naargelang van het geval, slechts bij wet of bij decreet worden vastgesteld.

Het representatief karakter hangt af van een geheel van criteria; een erkenning kan niet worden geweigerd op grond van één enkel van deze criteria, meer bepaald niet op grond van het aantal leden of aangeslotenen.

§ 4. Voor de toepassing van deze wet mag geen enkele persoon, geen enkele organisatie, geen enkele instelling zonder zijn instemming beschouwd worden als te behoren tot een bepaalde ideologische of filosofische strekking.

(1) Session 1972-1973.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 633/1. — Rapport, n° 633/2.

Annales parlementaires. — Séance du 28 juin 1973. Sénat.

Documents parlementaires. — Rapport, n° 401.

Annales parlementaires. — Séance du 4 juillet 1973.

(1) Zitting 1972-1973.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel, nr. 633/1. — Verslag, nr. 633/2.

Parlementaire Handelingen. — Vergadering van 28 juni 1973. Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Verslag, nr. 401.

Parlementaire Handelingen. — Vergadering van 4 juli 1973.

Art. 4. Toute autorité publique, tout organisme créé par un pouvoir public ou à son initiative, tout organisme ou personne disposant en permanence d'une infrastructure appartenant à un pouvoir public, et sous réserve de ce qui est dit à l'article 5, s'abstiennent de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

Art. 5. Aucune autorité publique ne peut mettre de manière permanente une infrastructure à la disposition d'un organisme relevant d'une tendance idéologique ou philosophique que si elle est à même d'octroyer dans un délai raisonnable un avantage équivalent aux autres organismes qui en font la demande.

Cette mise à disposition ne peut dépasser en tout cas le délai restant à courir jusqu'au renouvellement par voie d'élection, de l'organe représentatif de l'autorité publique qui prend la décision.

Si l'autorité publique ne dispose que d'une infrastructure, elle ne peut mettre celle-ci à la disposition des différentes tendances idéologiques ou philosophiques que par roulement.

CHAPITRE III. — De la participation à l'élaboration de la politique culturelle

Art. 6. Les autorités publiques doivent associer à l'élaboration et à la mise en œuvre de leur politique culturelle toutes les organisations représentatives reconnues et toutes les tendances idéologiques et philosophiques.

A cette fin, elles auront recours à des organes et structures appropriés, existants ou à créer, en vue de la consultation ou de la concertation.

Art. 7. Ces organes de consultation sont composés de manière à assurer la représentation des tendances idéologiques et philosophiques aussi bien que des groupements utilisateurs, et à éviter la prédominance injustifiée d'une des tendances ou d'un ensemble de groupements d'utilisateurs se réclamant d'une même tendance.

Les avis transmis à l'autorité publique peuvent comporter des notes de minorité.

CHAPITRE IV. — Des principes généraux relatifs à la participation à la gestion et à l'administration des organismes culturels

Art. 8. § 1. En application de l'article 3 de la présente loi, les autorités publiques doivent associer, avec voix délibérative ou consultative, dans une juste représentation démocratique et effective, les groupements utilisateurs ainsi que les tendances idéologiques et philosophiques, à la gestion des institutions culturelles créées par les autorités publiques ou ressortissant à celles-ci.

§ 2. Le droit à la participation dans un organe de gestion, d'administration ou de consultation, se fonde :

— soit sur l'existence d'une organisation utilisatrice représentative dans le rayon couvert par la compétence du pouvoir public;

— soit sur la présence d'une représentation de la tendance idéologique ou philosophique au sein de l'assemblée représentative de l'autorité publique correspondante.

Art. 9. Les organes de gestion ou d'administration des infrastructures, institutions ou services culturels créés par les autorités publiques ou ressortissant à celles-ci, sont soumis aux dispositions de l'article 17. Ils doivent être composés suivant une des trois formes suivantes de représentation :

a) la représentation proportionnelle des tendances politiques existantes au sein de la ou des autorités publiques concernées. Dans ce cas, l'organe de gestion ou d'administration doit être assisté d'une commission consultative permanente où toutes les organisations représentatives des utilisateurs et toutes les tendances philosophiques et idéologiques sont représentées; cette commission consultative a droit à une information complète sur les actes de l'organe de gestion ou d'administration;

b) l'association de délégués de la ou des autorités publiques concernées avec les représentants des utilisateurs et des tendances. Dans ce cas, les règles de représentation doivent respecter, pour les délégués des autorités publiques, le principe de la représentation proportionnelle, et pour les utilisateurs et les tendances, les dispositions de l'article 3 de la présente loi;

Art. 4. Alle overheden, alle instellingen door een overheid of op haar initiatief opgericht, elke organisatie of elke persoon die permanent beschikt over een infrastructuur van de overheid en onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 5, onthouden zich van enigerlei vorm van discriminatie, uitsluiting, beperking of voorkeur om ideologische of filosofische redenen die tot gevolg hebben de uitoefening van de rechten en vrijheden, de erkenning of het voordeel van de toepassing van de wetten, decreten en verordeningen onmogelijk te maken of aan te tasten.

Art. 5. De overheid mag een infrastructuur slechts permanent ter beschikking stellen van een instelling met een ideologische en filosofische strekking, indien zij in staat is binnen een redelijke termijn ook een gelijkaardig voordeel toe te kennen aan de andere instellingen die het vragen.

De terbeschikkingstelling mag in geen geval langer duren dan de termijn die loopt tot de vernieuwing bij verkiezing van de vertegenwoordigende vergadering van de overheid die de beslissing neemt.

Indien de overheid slechts over één enkele infrastructuur beschikt, mag zij die alleen bij toerbeurt aan de verschillende ideologische of filosofische strekkingen in gebruik geven.

HOOFDSTUK III. — Deelneming aan de voorbereiding en de uitvoering van het cultuurbeleid

Art. 6. Elke overheid moet alle erkende representatieve verenigingen en alle ideologische en filosofische strekkingen betrekken bij de voorbereiding en de uitvoering van het cultuurbeleid.

Met dit doel zullen zij een beroep doen op passende bestaande of op te richten organen en structuren, met het oog op inspraak of advies.

Art. 7. Deze organen van advies worden zo samengesteld dat de vertegenwoordiging van de ideologische en filosofische strekkingen alsmede van de gebruikersgroeperingen wordt verzekerd en dat een onrechtmatig overwicht van één der strekkingen of van een geheel van organisaties van de gebruikers die beweren tot eenzelfde strekking te behoren, vermeden wordt.

Bij de aan de overheid overgezonden adviezen kunnen minderheidsnota's worden gevoegd.

HOOFDSTUK IV. — Algemene beginselen betreffende de deelneming aan het bestuur van de culturele instellingen

Art. 8. § 1. In toepassing van artikel 3 moeten de overheden de gebruikersgroeperingen en de ideologische en filosofische strekkingen volgens een billijke democratische en werkelijke vertegenwoordiging met medebeslissende of adviserende stem betrekken bij het beheer van de culturele instellingen, opgericht door of ressorterend onder de overheid.

§ 2. Het recht op vertegenwoordiging in een lichaam van beheer, bestuur of advies steunt :

— hetzij op het bestaan van een vertegenwoordigende gebruiksorganisatie in het bevoegdheidsgebied van de overheid;

— hetzij op het bestaan van een vertegenwoordiging van de ideologische of filosofische strekking in de vertegenwoordigende vergadering van de overeenstemmende overheid.

Art. 9. Voor de culturele infrastructures, instellingen en diensten opgericht door of ressorterend onder de overheid moet, met toepassing van de bepalingen van artikel 17, in de samenstelling van hun beheers- of bestuursorgaan, één van de drie volgende vormen van vertegenwoordiging worden aangenomen :

a) de evenredige vertegenwoordiging van de politieke strekkingen die bestaan in de betrokken overheid of overheden. In dat geval wordt het beheers- of bestuursorgaan bijgestaan door een vaste commissie van advies, waarin alle vertegenwoordigende verenigingen van de gebruikers en alle filosofische en ideologische strekkingen opgenomen zijn; deze commissie van advies heeft recht op een volledige voorlichting over de handelingen van het beheers- of bestuursorgaan;

b) de vereniging van afgevaardigden van de betrokken overheid of overheden met de vertegenwoordigers van de gebruikers en van de strekkingen. In dat geval moeten de regels inzake vertegenwoordiging het beginsel van de evenredige vertegenwoordiging in acht nemen wat de afgevaardigden van de overheden betreft, en de bepalingen van artikel 3 van deze wet wat de gebruikers en de strekkingen betreft;

c) l'association de spécialistes ou d'utilisateurs au sein d'un organe autonome, doté ou non d'un statut juridique, à laquelle les autorités publiques concernées confient la gestion. Dans ce cas, les dispositions des articles 3 et 6 de la présente loi sont d'application.

CHAPITRE V. — *Des garanties relatives à l'activité culturelle des autorités publiques et des organismes culturels*

Art. 10. Les règles d'agrément et d'octroi de subsides en espèces ou en nature en faveur d'activités culturelles régulières ne peuvent être établies selon les cas qu'en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une délibération de l'assemblée représentative de l'autorité publique.

En l'absence de pareilles dispositions, l'octroi de tous subsides et avantages doit faire l'objet d'une inscription nominative particulière dans un budget.

Art. 11. Lorsqu'il s'agit d'organismes reconnus, exerçant des activités destinées à l'ensemble d'une communauté culturelle, le décret prévoit que l'intervention financière des autorités publiques doit consister simultanément dans :

- le subventionnement d'un noyau d'agents;
- l'octroi annuel d'un subside forfaitaire de fonctionnement;
- l'octroi de subsides en fonction d'activités effectivement prestées.

Les conditions et la procédure d'agrément sont fixées par une loi ou par un décret, selon le cas.

Art. 12. Les dispositions des articles 10 et 11 de la présente loi ne s'appliquent pas aux subventions destinées à soutenir de nouvelles initiatives expérimentales. Dans ce cas, les subsides initiaux ne peuvent être octroyés que pendant trois exercices annuels au plus; la décision d'octroi doit faire l'objet d'un avis motivé d'un organisme consultatif compétent.

CHAPITRE VI. — *Des garanties particulières concernant les encouragements individualisés*

Art. 13. Dans le domaine des arts, des lettres et des sciences, toute intervention ou encouragement des autorités publiques se fonde exclusivement sur des critères artistiques, esthétiques et scientifiques.

L'égalité des droits entre les citoyens, quelles que soient leurs convictions, doit être assurée, en ce qui concerne notamment l'octroi de prix, bourses, prêts et allocations quelconques, la participation aux compétitions sportives et activités culturelles, et l'encouragement à la recherche.

Art. 14. Toute autorité publique qui octroie des subventions et encouragements à des individus, organisations ou organismes exerçant des activités d'ordre culturel, doit publier chaque année en annexe à son budget, la liste détaillée des bénéficiaires avec indication des sommes et avantages.

CHAPITRE VII

Des garanties relatives à l'utilisation des infrastructures culturelles

Art. 15. Toute organisation ou groupement culturel dûment agréé, qu'il se réclame ou non d'une tendance idéologique ou philosophique, peut utiliser l'infrastructure culturelle gérée sous l'autorité d'un pouvoir public et se prêtant à cette utilisation par sa nature et le statut de l'établissement.

Art. 16. Les règles fixant les conditions d'utilisation tiennent compte uniquement des caractéristiques matérielles propres à l'infrastructure culturelle considérée.

Art. 17. La programmation ou le contenu des activités qui se déroulent au sein de l'infrastructure culturelle ne peuvent faire l'objet d'intervention de la part des autorités publiques, ni des organes de gestion et d'administration, sauf en ce qui concerne les mesures qui relèvent du droit pénal, du droit social, du droit fiscal ou de la réglementation économique, et sans préjudice des garanties constitutionnelles.

c) de zelfstandige vereniging van specialisten of gebruikers, al dan niet voorzien van een rechtsstatuut, waaraan de betrokken overheid het beheer opdraagt. In dat geval zijn de bepalingen van de artikelen 3 en 6 van deze wet van toepassing.

HOOFDSTUK V. — *Waarborgen betreffende de culturele activiteit van de overheid en van de culturele instellingen*

Art. 10. De regels inzake erkenning en subsidiëring in geld of natura van geregelde culturele activiteiten mogen, naargelang van het geval, slechts worden vastgesteld krachtens een wet, een decreet of een beraadslaging van de vertegenwoordigende vergadering van de overheid.

Bij ontstentenis van dergelijke regels moeten alle toelagen en voordelen het voorwerp zijn van een speciale begrotingspost op naam.

Art. 11. Wanneer het gaat om erkende instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op een gehele cultuurgemeenschap, bepaalt het decreet dat de financiële tegemoetkoming van de overheden gelijktijdig omvat :

- de subsidiëring van een kern van personeelsleden;
- de jaarlijkse toekenning van een basistoelage voor de werking;
- de subsidiëring op grond van werkelijk gepresteerde activiteiten.

De voorwaarden en de procedure van erkenning worden naargelang van het geval bij wet of bij decreet vastgelegd.

Art. 12. De bepalingen van de artikelen 10 en 11 van deze wet zijn niet van toepassing op toelagen die dienen om nieuwe experimentele initiatieven te steunen. In dat geval mogen deze starttoelagen slechts worden verleend gedurende ten hoogste drie dienstjaren; het besluit tot toekenning moet het voorwerp zijn van een met redenen omkleed advies van een bevoegd adviesorgaan.

HOOFDSTUK VI. — *Bijzondere waarborgen inzake geïndividualiseerde aanmoedigingen*

Art. 13. In de sector van de kunst, de letteren en de wetenschappen steunt elke aanmoediging of elke tegemoetkoming van de overheden uitsluitend op esthetische, wetenschappelijke en kunstcriteria.

De rechtsgelijkheid tussen de burgers, ongeacht hun overtuiging, moet worden gewaarborgd, wat betreft onder meer de toekenning van prijzen, beurzen, leningen en om het even welke toelagen, de deelneming aan sportwedstrijden en aan culturele activiteiten en de aanmoediging van de navorsing.

Art. 14. Iedere overheid die toelagen en aanmoedigingen verleent aan enkelingen, organisaties of instellingen voor hun culturele activiteiten moet ieder jaar als bijlage bij haar begroting de omstandige lijst van de beneficianten publiceren met opgave van de toegekende sommen en voordelen.

HOOFDSTUK VII

Waarborgen betreffende het gebruik van de culturele infrastructuur

Art. 15. Elke erkende culturele groepering of organisatie, die zich al of niet beroept op een ideologische of filosofische strekking, zal de culturele infrastructuur kunnen gebruiken, die beheerd wordt onder het gezag van een overheid en die zich door de aard en het statuut van de instelling lenen tot dit gebruik.

Art. 16. De regels tot vaststelling van de gebruiksvoorwaarden houden uitsluitend rekening met de eigen materiële kenmerken van de desbetreffende culturele infrastructuur.

Art. 17. De programmatie of de inhoud van de activiteiten die plaatsgrijpen in de culturele infrastructuur mogen niet het voorwerp zijn van enige immenging vanwege de overheden, of van de bestuurs- en beheersorganen, behalve wat betreft de maatregelen die behoren tot het strafrecht, het sociaal recht, het belastingrecht, de economische reglementering en onverminderd de grondwettelijke waarborgen.

CHAPITRE VIII

Des garanties relatives à l'utilisation des moyens d'expression

Art. 18. Chaque tendance idéologique et philosophique représentée dans un Conseil culturel doit avoir accès aux moyens d'expression relevant des pouvoirs publics de la communauté concernée.

Art. 19. Les instituts de la radio et de la télévision doivent dans la composition de leurs organes d'administration et de gestion, respecter la représentation proportionnelle des groupes politiques au sein de chacun des Conseils culturels.

Les organes d'administration et de gestion doivent être assistés d'une commission consultative permanente, au sein de laquelle sont représentés tous les utilisateurs reconnus et toutes les tendances idéologiques et philosophiques. Cette commission a droit à une information complète sur les actes des organes d'administration et de gestion.

CHAPITRE IX

Des garanties relatives au personnel

Art. 20. En ce qui concerne les membres du personnel exerçant des fonctions culturelles dans les établissements et organismes culturels, le recrutement, la désignation, la nomination et la promotion tant du personnel statutaire et temporaire que du personnel recruté sous contrat doit se faire selon le principe de l'égalité des droits sans discrimination idéologique ou philosophique et selon les règles de leur statut respectif, en tenant compte de la nécessité d'une répartition équilibrée des fonctions, attributions et affectations entre les différentes tendances représentatives, d'une présence minimale pour chacune des tendances et en évitant tout monopole ou toute prédominance injustifiée de l'une de ces tendances.

CHAPITRE X

De la Commission nationale permanente du Pacte culturel

Art. 21. Une Commission nationale du Pacte culturel est instituée, qui a pour tâche de contrôler l'observance des dispositions de la présente loi.

A cette fin, la commission reçoit toute plainte contre les infractions aux dispositions de cette loi, introduite par toute partie qui fait preuve d'intérêt ou qui estime avoir subi un préjudice quelconque.

Art. 22. La commission se compose de vingt-six membres effectifs et de vingt-six membres suppléants dont treize membres effectifs néerlandophones et treize membres effectifs francophones, ainsi que treize membres suppléants néerlandophones et treize membres suppléants francophones.

Les membres effectifs et suppléants francophones sont élus par le Conseil culturel de la Communauté culturelle française; les membres effectifs et suppléants néerlandophones sont élus par le Conseil culturel de la Communauté culturelle néerlandaise et ce selon la représentation proportionnelle des groupes politiques composant les conseils.

La commission compte en outre deux membres effectifs et deux membres suppléants désignés par le Conseil de la communauté culturelle allemande. Ils ont voix délibérative lorsque la commission est saisie d'une plainte intéressant la région de langue allemande.

La durée du mandat des membres de la commission est de quatre ans.

Les partis non représentés dans la commission peuvent désigner un membre avec une voix consultative, soit francophone, soit néerlandophone, soit germanophone, à condition d'être représentés dans le Conseil culturel de la communauté concernée. La désignation est faite par groupe politique du conseil culturel concerné.

Il y a incompatibilité entre les fonctions de membre de la commission et l'exercice de tout mandat politique électif.

Les crédits nécessaires au fonctionnement de la commission sont inscrits pour moitié à chacun des budgets des ministères de la Culture néerlandaise et de la Culture française.

La commission est assistée par des agents de l'Etat mis à sa disposition par le gouvernement.

Art. 23. Le mandat des membres de la commission expire trois mois après le renouvellement des Chambres législatives.

HOOFDSTUK VIII

Waarborgen betreffende het gebruik van de communicatiemiddelen

Art. 18. Elke ideologische of filosofische strekking vertegenwoordigd in een Cultuurraad moet toegang hebben tot de middelen voor meningsuitdrukking die afhangen van de overheden in de betrokken gemeenschap.

Art. 19. De instituten voor radio en televisie moeten, in de samenstelling van hun bestuurs- en beheersorganen, de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties in elke Cultuurraad in acht nemen.

De bestuurs- en beheersorganen moeten worden bijgestaan door een vaste adviescommissie waarin alle erkende verenigingen van gebruikers en alle ideologische en filosofische strekkingen vertegenwoordigd zijn. Die adviescommissie heeft recht op volledige informatie over de daden van de bestuurs- en beheersorganen.

HOOFDSTUK IX

Waarborgen betreffende het personeel

Art. 20. De aanwerving, de aanwijzing, de benoeming en de bevordering van het statutair personeel, van het tijdelijk personeel en van het onder contract aangeworven personeel met culturele functies in alle openbare instellingen, besturen en diensten van het cultuurbeleid geschieden volgens het beginsel van rechtsgelijkheid zonder ideologische of filosofische discriminaties en volgens de regels van hun respectieve statuten, rekening houdend met de noodzaak van een evenwichtige verdeling van de ambten, bevoegdheden en dienstaanwijzingen tussen de verschillende representatieve strekkingen, alsmede met een minimum aanwezigheid voor elk van de strekkingen, en met voorkoming van ieder monopole of ieder onrechtmatig overwicht van één van die strekkingen.

HOOFDSTUK X

De Vaste Nationale Cultuurpactcommissie

Art. 21. Een Vaste Nationale Cultuurpactcommissie wordt ingesteld die tot taak heeft de naleving van de bepalingen van deze wet te controleren.

Te dien einde ontvangt de commissie alle klachten tegen inbreuken op deze wet, ingediend door elke partij die van een belang doet blijken of die van oordeel is dat zij enig nadeel heeft geleden.

Art. 22. De commissie bestaat uit zesentwintig vaste leden en zesentwintig plaatsvervangende leden waarvan dertien nederlandsstalige plaatsvervangende leden en dertien franstalige plaatsvervangende leden.

De franstalige vaste en plaatsvervangende leden worden gekozen door de Cultuurraad voor de Franse Cultuurgemeenschap; de nederlandsstalige vaste en plaatsvervangende leden worden gekozen door de Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap overeenkomstig de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties waaruit deze Cultuurraden bestaan.

De commissie omvat bovendien twee vaste en twee plaatsvervangende leden aangewezen door de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap. Wanneer een klacht, die betrekking heeft op het Duitse taalgebied, aanhangig is bij de Commissie, hebben bedoelde leden medebeslissende stem.

De duur van het mandaat van de leden van de commissie is vier jaar.

De partijen, die in de commissie niet vertegenwoordigd zijn, mogen een nederlandsstalig, een franstalig of een duitstalig lid met adviserende stem aanwijzen, op voorwaarde dat zij vertegenwoordigd zijn in de Cultuurraad van de betrokken gemeenschap. De aanwijzing wordt gedaan door de politieke fractie van de betrokken Cultuurraad.

Er is overeenkomstigheid tussen het lidmaatschap van de commissie en de uitoefening van een politiek kiesmandaat.

De kredieten, die nodig zijn voor de werking van de commissie, worden voor de helft uitgetrokken op elk van de begrotingen van de Ministeries van Nederlandse Cultuur en van Franse Cultuur.

De commissie wordt bijgestaan door rijksembtenaren die door de regering te harer beschikking worden gesteld.

Art. 23. Het mandaat van de leden van de commissie verstrijkt drie maanden na de hernieuwing van de Wetgevende Kamers.

La commission nomme en son sein deux présidents, à la majorité absolue des voix des membres néerlandophones, d'une part, et des membres francophones, d'autre part.

La commission nomme en son sein autant de vice-présidents qu'il y a de groupes politiques, d'une part pour les membres néerlandophones et de l'autre pour les membres francophones.

Art. 24. § 1. La commission instruit les plaintes dont elle est saisie. Elle entend la partie plaignante et l'autorité visée par la plainte; elle peut faire sur place toutes constatations et se faire communiquer tous renseignements et documents qu'elle juge nécessaires pour l'examen de l'affaire, et entendre tous témoins. Elle s'efforce d'obtenir une conciliation.

§ 2. A défaut de conciliation, la commission émet, en séance publique, un avis motivé sur le fondement de la plainte, accompagné le cas échéant d'une recommandation à l'autorité intéressée, lui demandant soit de constater la nullité de la décision prise, soit de prendre toute mesure nécessaire pour assurer le respect des dispositions de la présente loi.

Cet avis est émis dans les soixante jours de la réception de la plainte; ce délai ne court pas durant les mois de juillet et d'août.

L'avis est notifié à la partie plaignante, à l'autorité à charge de laquelle plainte avait été déposée, ainsi qu'éventuellement aux autorités investies d'un pouvoir de tutelle et, dans tous les cas au Ministre de la Culture compétent.

Art. 25. La plainte doit être introduite auprès de la commission dans les soixante jours à compter de la date où la décision contestée de l'autorité publique a été rendue publique ou signifiée. Ce délai prend cours à partir du jour où la partie plaignante aura eu connaissance de la décision, lorsque celle-ci n'a été ni rendue publique, ni signifiée.

Lorsque la partie plaignante dispose d'un recours en annulation devant la section d'administration du Conseil d'Etat quant aux faits faisant l'objet de sa plainte, le délai imparti pour le dépôt de sa requête en annulation est suspendu.

La partie plaignante dispose d'un nouveau délai de soixante jours pour saisir le Conseil d'Etat, prenant cours à l'expiration du mois qui suit la notification de l'avis de la commission ou à l'expiration du délai dans lequel l'avis aurait dû être donné.

Art. 26. La commission permanente adresse annuellement un rapport sur ses activités aux Chambres législatives et aux Conseils culturels.

CHAPITRE XI — Disposition générale

Art. 27. Tous actes ou règlements contraires aux dispositions de la présente loi et émanant d'autorités publiques soumises à tutelle, peuvent être suspendus ou annulés par les autorités exerçant celle-ci.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bormes (France), le 16 juillet 1973.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Culture française,

P. FALIZE

Le Ministre de la Culture néerlandaise
et des Affaires flamandes,

J. CHABERT

Vu et signé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

H. VANDERPOORTEN

De commissie benoemt onder haar leden twee voorzitters bij voistrekte meerderheid der stemmen van de nederlandstalige leden enerzijds en van de franstalige leden anderzijds.

De commissie benoemt onder haar leden evenveel ondervoorzitters als er politieke fracties zijn enerzijds bij de nederlandstalige leden en anderzijds bij de franstalige leden.

Art. 24. § 1. De commissie onderzoekt de klachten die bij haar aanhangig worden gemaakt. Zij hoort de klagende partij en de door de klacht bedoelde overheid; zij kan ter plaatse alle bevindingen doen, alle inlichtingen inwinnen, zich documenten laten voorleggen die zij noodzakelijk acht voor het onderzoek van de zaak, en getuigen horen. Zij tracht een verzoening te bekomen.

§ 2. Bij gebrek aan verzoening brengt de commissie in openbare vergadering een met redenen omkleed advies uit over de gegrondheid van de klacht, waarbij zij eventueel een aanbeveling ten behoeve van de betrokken overheid voegt, waarin zij vraagt hetzij de nietigheid van de genomen beslissing vast te stellen, hetzij alle nodige maatregelen te nemen om de naleving van de bepalingen van deze wet te verzekeren.

Het advies wordt uitgebracht binnen zestig dagen na de ontvangst van de klacht. Deze termijn loopt niet tijdens de maanden juli en augustus.

Dit advies wordt betekend aan de klagende partij alsmede aan de overheid waartegen klacht werd ingediend, eventueel aan de voogdijoverheid en in alle gevallen aan de bevoegde Minister van Cultuur.

Art. 25. De klacht dient bij de commissie te worden ingediend binnen zestig dagen na de datum waarop de bestreden beslissing van de overheid bekend wordt gemaakt of betekend. Deze termijn begint te lopen op de dag waarop de klagende partij kennis kreeg van de beslissing, indien deze niet bekend werd gemaakt, noch betekend.

Wanneer voor de klagende partij beroep tot nietigverklaring bij de afdeling administratie van de Raad van State openstaat in verband met de feiten waarover de klacht handelt, wordt de voor de indiening van haar verzoek om nietigverklaring opgelegde termijn opgeschort.

De klagende partij beschikt over een nieuwe termijn van zestig dagen om haar zaak bij de Raad van State aanhangig te maken, welke termijn ingaat bij het verstrijken van de maand die volgt op de betekening van het advies van de commissie of bij het verstrijken van de termijn tijdens welke het advies had moeten worden uitgebracht.

Art. 26. De vaste commissie brengt een jaarverslag over haar activiteiten uit bij de Wetgevende Kamers en bij de Cultuurraden.

HOOFDSTUK XI. — Algemene bepaling

Art. 27. Alle handelingen of reglementen, die in strijd zijn met de bepalingen van deze wet en die uitgaan van overheden welke onder voogdij staan, kunnen opgeschort of nietigverklaard worden door de voogdijoverheid.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Bormes (Frankrijk), 16 juli 1973.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Franse Cultuur,

De Minister van Nederlandse Cultuur
en Vlaamse Aangelegenheden,

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :
De Minister van Justitie,